

Affaires courantes

la taxe sur les produits et services. Les pétitionnaires font remarquer que cette taxe est injuste. Elle est contraire au principe d'égalité du régime fiscal. C'est pourquoi les pétitionnaires demandent au Parlement du Canada de la rejeter.

VIA RAIL

M. Ron Fisher (Saskatoon—Dundurn): Monsieur le Président, ma deuxième pétition concerne VIA Rail. Les pétitionnaires déclarent que le réseau des transports au Canada nécessite un bon service ferroviaire de voyageurs. Ils demandent donc au Parlement d'appuyer le maintien et même l'amélioration de VIA.

[Français]

L'INDEMNISATION FISCALE DES LOCALITÉS ISOLÉES ET DU NORD

M. Guy Saint-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, je dépose aujourd'hui, selon l'article 36 du Règlement, une pétition provenant de Lebel-sur-Quévillon, au Québec, suite aux recommandations du groupe de travail sur l'indemnisation fiscale des localités isolées et du Nord.

Incontestablement, l'isolement de cette localité est une réalité, et c'est pourquoi les signataires de cette pétition jugent que la recommandation Brunelle est inéquitable, discriminatoire et inefficace en regard de l'objectif du régime d'indemnisation fiscale du Nord. Elle n'encourage pas le peuplement du Nord ni l'exploitation de ses richesses.

[Traduction]

LE DROIT À LA VIE

M. Bruce Halliday (Oxford): Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le privilège de présenter deux pétitions au nom des électeurs de ma circonscription d'Oxford, conformément à l'article 36 du Règlement.

Les pétitionnaires, au nombre de 165, prient le Parlement de protéger par une loi l'enfant à naître depuis sa conception jusqu'à sa mort naturelle.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Brian L. Gardiner (Prince-George—Bulkley Valley): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter aujourd'hui à la Chambre deux pétitions. La première concerne la taxe sur les produits et services, la taxe sur les pleurs et les souffrances que veut faire adopter le gouvernement. Cette pétition est signée par des habitants de la partie centrale de l'intérieur de la Colombie-Britannique, qui invitent le gouvernement à retirer le projet de taxe et à nous doter d'un régime fiscal équitable et bien étudié.

Je sais qu'ils sont d'accord avec moi pour presser le gouvernement de Colombie-Britannique de ne plus participer avec les conservateurs à la perception de cette taxe extrêmement injuste.

VIA RAIL

M. Brian L. Gardiner (Prince George—Bulkley Valley): Monsieur le Président, cette pétition concerne VIA Rail, dont il est à nouveau question dans les médias aujourd'hui à propos des rumeurs de nouvelles compressions décidées par le gouvernement.

Cette pétition est d'autant plus intéressante qu'elle va au coeur du problème. Quand les libéraux ont créé VIA Rail, ils lui ont assigné des missions irréalisables. La pétition demande l'adoption d'un projet de loi qui donne à VIA Rail une mission qui lui permette de survivre et de fonctionner dans des conditions rationnelles.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Lawrence MacAulay (Cardigan): Monsieur le Président, c'est un privilège pour moi de présenter cette pétition au nom de beaucoup de Canadiens qui s'opposent à la taxe sur les produits et services. Les pétitionnaires croient que cette taxe fera grimper les impôts, l'inflation, les taux d'intérêt et le chômage. Ils demandent instamment au Parlement de rejeter la taxe sur les produits et services.

L'AGRICULTURE

M. Jerry Pickard (Essex—Kent): Monsieur le Président, j'ai le privilège aujourd'hui de présenter une pétition venant d'agriculteurs canadiens qui font face à une augmentation de leurs coûts d'exploitation, la réduction de leurs bénéfices et la baisse du prix de leurs produits. Ils demandent au gouvernement de rétablir les programmes de ristourne de la taxe sur le carburant, les paiements anticipés pour les récoltes, l'accès juste et égal aux marchés pour leurs produits agricoles et d'introduire des politiques agricoles qui encourageront le développement de l'agriculture au Canada.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

L'hon. Harvie Andre (ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au *Feuilleton*.

M. le Président: Les autres questions restent-elles au *Feuilleton*?

Des voix: D'accord.